







La politique économique dans le contexte des politiques industrielles étrangères

Date :

22 mai 2024

Aperçu des principales mesures appliquées aux États-Unis et dans l'UE

Les États-Unis et l'UE ont lancé de vastes initiatives de politique industrielle dont les objectifs déclarés sont la décarbonation de l'économie, la réduction des dépendances commerciales et le renforcement de la compétitivité. L'aperçu ci-après présente l'éventail de mesures prévues par l'*Inflation Reduction Act* (IRA) et le *CHIPS and Science Act* aux États-Unis ainsi que par le plan industriel du pacte vert et le règlement européen sur les semi-conducteurs dans l'UE. Alors que certaines mesures sont problématiques pour la Suisse car elles entraînent une distorsion de la concurrence et ont un effet protectionniste, d'autres ne posent pas problème et pourraient même ouvrir de nouveaux débouchés aux entreprises suisses.

	 <i>Inflation Reduction Act</i> <i>CHIPS and Science Act</i>	 Plan industriel du pacte vert Règlement européen sur les semi-conducteurs
Objectifs déclarés	Décarbonation, réduction des dépendances, renforcement de la compétitivité	
Axe	→ Nouvelles subventions via des réductions fiscales	→ Nouvelles réglementations et nouvelles subventions dans les pays membres financièrement solides
 Problématique	<ul style="list-style-type: none"> - Exigences de localisation pour les subventions aux voitures électriques et au développement des énergies vertes - Subventions en fonction de la production pour les technologies vertes et les semi-conducteurs - Subventions à l'implantation de producteurs de semi-conducteurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Nouveaux programmes de subvention dans les pays membres après l'assouplissement des règles en matière d'aides d'État (implantation de fabricants de semi-conducteurs ou décarbonation d'entreprises à forte intensité énergétique, p. ex.)
 Plutôt pas problématique	<ul style="list-style-type: none"> - Rétribution du courant injecté pour les énergies vertes - Subventions au développement des énergies vertes sans exigences de localisation - Subventions aux rénovations énergétiques et au développement des énergies vertes dans les ménages - Encouragement de la R-D et initiatives en matière de promotion de la main-d'œuvre dans le domaine des semi-conducteurs - Autres types de subventions (air non pollué, recherche énergétique, réseaux de transport, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> - Subvention au développement des énergies renouvelables (rétribution du courant injecté, p. ex.) ou aux rénovations de bâtiments dans les pays membres - Mesures de formation - Encouragement de la R-D - Développement du réseau d'accords de libre-échange - Renforcement de la coopération internationale - Nouvelles obligations d'information

Conséquences pour l'économie suisse

Les mesures de politique industrielle influent sur l'économie suisse par divers canaux ; certaines conséquences pourraient être positives, d'autres négatives. L'institut BSS Volkswirtschaftliche Beratung a réalisé, sur mandat du SECO, une évaluation détaillée de ces conséquences sur la base d'estimations quantitatives et des réponses fournies à une enquête par 650 entreprises.¹ Ses conclusions sont les suivantes :

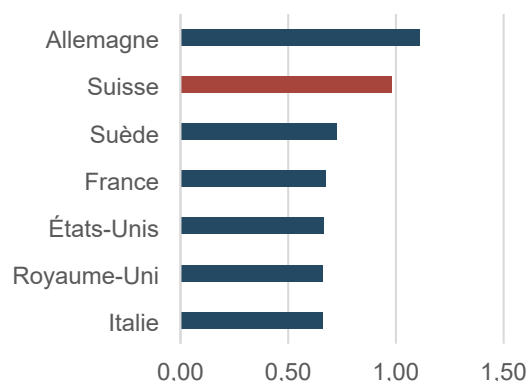
Canal d'influence	Incidence négative	Incidence positive	Résultats de l'étude
<i>Effet sur la concurrence et la demande</i>	Désavantage concurrentiel pour les producteurs suisses (modules solaires, p. ex.)	Opportunités pour les fournisseurs suisses (stations de recharge de véhicules électriques, p. ex.)	<i>Effet net très faible (-0,06 % du PIB) même en cas de course aux subventions</i>
<i>Effet sur les investissements</i>	Recul des investissements en raison d'une baisse de l'attrait de la Suisse	Opportunités d'investissement à l'étranger pour les entreprises suisses actives à l'international	<i>7 à 8 % des entreprises s'attendent à une hausse des investissements en Suisse aussi. Seuls 3 % tablent sur un recul (les autres entreprises ne s'attendent à aucun effet ou ne se sont pas prononcées sur la question).</i>
<i>Surplus du consommateur et impact sur les intrants</i>	Raréfaction de certains intrants (en raison d'exigences de localisation ou de surcapacités, p. ex.)	Baisse du prix des produits subventionnés pour les consommateurs et les entreprises suisses	<i>Diminution de 1,8 % des prix mondiaux des produits concernés, mais 20 à 39 % des entreprises s'attendent à davantage de difficultés pour s'approvisionner.</i>

Que fait la Suisse ?

La Suisse dispose elle aussi de nombreux programmes de promotion dans les domaines du climat, de l'énergie et de la recherche. La Confédération dépense chaque année environ 1,3 milliard de francs rien que dans le cadre des principaux programmes de promotion climatique et énergétique. Rapportées au PIB, ces dépenses sont comparables à celles prévues dans le cadre de l'IRA des États-Unis. La Suisse est dans le peloton de tête de l'OCDE en ce qui concerne les crédits budgétaires publics de R-D. Les instruments de promotion suisses sont en général accessibles à toutes les entreprises. Pour renforcer durablement la compétitivité des entreprises helvétiques, le Conseil fédéral entend améliorer encore les conditions-cadres économiques. Dans son rapport de situation sur l'économie suisse, il a présenté à cet effet un agenda de politique économique, qui définit les principaux projets relatifs à six enjeux majeurs.

Dépenses climatiques et énergétiques :
1,3 mia. CHF par an = 0,17 % du PIB
Dépenses IRA des États-Unis = 0,14 % du PIB

Crédits budgétaires publics de R-D en pourcentage du PIB (OCDE, 2022)



Quelles sont les mesures à éviter selon le Conseil fédéral ?

De l'avis du Conseil fédéral, les mesures suivantes prises par les États-Unis et l'UE au titre d'initiatives de politique industrielle ne conviennent pas pour la Suisse et son économie ouverte, au marché intérieur restreint.

Réduction des dépendances commerciales

- Subventions à l'implantation de certaines étapes de production
- Lourde charge administrative liée à l'obligation d'information sur les chaînes d'approvisionnement

- Restrictions d'importation
- Exigences de localisation
- Objectifs en matière de production indigène pour des biens non vitaux

Décarbonation

- Contributions à la production de technologies vertes (panneaux solaires, p. ex.)

¹ Meyer, N. / Mergele, L. / Wehrli, D. / Lehmann, D. / Voll, D. / Olarreaga, M. (2024), « Bases de la politique économique » n° 52. Secrétariat d'État à l'économie (SECO), Berne, Suisse.